

8 Société et Culture

Ici et ailleurs

• Héritage
Johnny Hallyday n'était pas "manipulé"

Le chanteur français Johnny Hallyday n'était pas "manipulé" et a "pris toutes les décisions concernant sa succession avec toutes ses facultés mentales", a affirmé hier l'avocat de sa veuve Laetitia, intervenant dans l'âpre bataille juridique autour de son héritage.

Me Ardavan Amir-Aslani "ne laissera jamais dire que son défunt client ait pu être une personne manipulée et prendra toutes les mesures nécessaires pour faire respecter la dignité de sa mémoire", a-t-il fait savoir dans un communiqué transmis à l'AFP.

L'avocat, qui représente Laetitia Hallyday, "n'exclut pas" de poursuivre en diffamation les personnes invoquant "un abus de faiblesse" du chanteur dans la rédaction de ses dernières volontés, ciblant notamment celles "qui n'étaient plus en relation" avec lui "depuis des années".

• Loisirs

Les autorités saoudiennes prêtes à délivrer des licences pour les salles de cinéma

Les autorités saoudiennes sont prêtes à délivrer des autorisations d'ouverture de salles de cinéma, trois mois après l'annonce de la levée de l'interdiction frappant ce secteur depuis 35 ans dans le royaume.

Dans un communiqué, le ministère saoudien de la Culture et de l'Information a indiqué jeudi qu'il avait "établi les termes pour l'octroi de licences en vue de l'ouverture de salles de cinéma" et que cette opération commençait "immédiatement". La levée de cette interdiction fait partie des décisions d'ouverture du royaume initiées ces derniers mois par le prince héritier Mohammed ben Salmane.

• Opéra

Mishima au cœur d'un festival français

Un opéra de l'est de la France part vendredi à la redécouverte d'un opéra méconnu, le Pavillon d'or, inspiré d'une œuvre de Yukio Mishima, l'un des plus grands écrivains japonais de l'après-guerre, pour la première édition de son nouveau festival.

Du 2 mars au 15 avril, cet opéra en trois actes, créé par Toshiro Mayuzumi en 1976 à la Deutsche Oper de Berlin et adapté du roman éponyme de Mishima, constituera la pièce maîtresse de ce festival pluridisciplinaire de l'Opéra national du Rhin (OnR), baptisé Ars-mondo.

Rétablissement des droits d'auteur au Gabon depuis le 15 février dernier

" Le rêve est devenu réalité "

Propos recueillis par
Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Quelques artistes et membres de la corporation voient en ce retour de la rétribution de la création artistique un nouveau départ. Cependant, ils émettent tout de même des craintes quant à sa pérennisation.

VYCKOSS Ekondo, artiste auteur-compositeur : "L'Etat, c'est la continuité.

Sa force réside dans l'application des lois et le respect des conventions. En effet, le Gabon a accusé du retard dans l'application des instruments juridiques nationaux et internationaux en la matière, alors qu'il les a adoptés et ratifiés, notamment la convention de Berne de 1886 pour la protection du droit d'auteur et la convention internationale de Rome de 1961 pour la protection des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion. Aussi, en application de la Loi n° 1/87 du 29 Juil-

let 1987 instituant le droit d'auteur et les droits voisins en République gabonaise. Le texte fondateur du Bureau gabonais du droit d'auteur et des droits voisins (Bugada) est le Décret n° 0024/PR/ME-NESTPFSCJS du 16 janvier 2013. Celui-ci porte création, attribution, organisation et fonctionnement de ce nouvel organisme de gestion collective. Il s'agit d'un établissement public chargé d'assurer à titre exclusif la gestion des droits des créateurs d'œuvres de l'esprit sur toute l'étendue du territoire national. Aujourd'hui, la politique de la Sacem (Société d'auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) est de faire prendre conscience aux artistes africains que la protection des droits d'auteur peut être effective en Afrique. Elle conseille, par conséquent, aux auteurs d'adhérer à la société de leur pays d'origine. Ainsi donc, pour faire protéger ses créations littéraires, musicales, etc., il faut d'abord adhérer à la gestion collective et déclarer ses œuvres au siège du Bugada. Le rêve est devenu une réalité. Mettons-nous au travail. Souhaitons vivement que le statut de l'artiste soit voté par l'Assemblée nationale. La lutte contre la piraterie est grandissante en Afrique et surtout au Gabon. Il faut aussi prévoir un quota pour une large diffusion des œuvres des créateurs locaux. Toutes ces mesures sont de nature à rendre plus viable l'activité des créateurs d'œuvres de l'esprit dans notre pays".

Alain Randy Moussavou, président de l'Association gabonaise des artistes, musiciens et interprètes (Agami) : "Ce 15 février 2018 a été une date historique pour moi en tant que Gabonais et président de l'Agami. Pour la première fois, le droit d'auteur est payé aux ayants droit par le Bugada. L'Agami se félicite d'abord de la mise en place effective du Bugada qui paye aujourd'hui ses premiers adhérents. C'est une très bonne chose car, les artistes ont lutté depuis des années pour que cela se concrétise. Je sais que toute œuvre humaine n'est pas parfaite mais, je pense que les choses s'amélioreront dans l'avenir, pour le bien de tous les artistes. Nous remercions le président de la République qui a tenu sa promesse lorsqu'il a reçu les créateurs des œuvres de l'esprit. Nous ne devons plus dormir sur nos lauriers. Au contraire, il nous faut redoubler d'effort. Le mariage entre l'Agami et le Bugada doit être dynamisé à travers des moyens financiers et matériels pour



Vyckoss Ekondo, artiste musicien gabonais de renom.



Alain Randy Moussavou, président de l'Association gabonaise des artistes, musiciens et interprètes (Agami).

la recensement et l'inscription de tous les artistes sur le territoire national. Mais, pour réaliser tout ceci, il faut doter l'Agami de moyens pour les missions à l'intérieur du pays et l'opti-

misations de son fonctionnement. L'Agami compte sur ses membres, d'éventuels partenaires et des personnes sensibles à la valorisation culturelle et artistique de notre pays".

